



COMMUNIQUE DE PRESSE

ACCORD UE-AUSTRALIE : LA COMMISSION EUROPEENNE PERSISTE DANS UNE STRATEGIE A CONTRE-SENS

Alors que les négociations commerciales entre la Commission européenne et l'Australie s'intensifient en prévision d'une signature imminente, Jeunes Agriculteurs et la FNSEA dénoncent avec la plus grande fermeté la perspective d'un nouvel accord de libre-échange profondément déséquilibré. La Commission européenne persiste et maintient une orientation qui affaiblit encore plus nos filières agricoles, au mépris des réalités économiques et sociales. Tous les ingrédients sont réunis pour un « Mercosur bis ».

Le projet d'accord EU-Australie serait profondément asymétrique et potentiellement dévastateur pour l'agriculture française et européenne, avec d'un côté, l'Union européenne et son marché intérieur de 450 millions de consommateurs, de l'autre, l'Australie et ses 28 millions d'habitants.

Dans la mesure où les négociations se basent sur les quotas « annoncés » en 2023, le projet d'accord prévoirait notamment l'ouverture de notre marché à 24 000 tonnes de viande bovine et 20 000 tonnes de viande ovine australiennes, à droits réduits ou nuls. Rappelons que pour ces deux secteurs, la demande australienne de faciliter les accès aux marchés européens avait causé la suspension des négociations lors des derniers rounds Des filières déjà fragilisées seraient donc exposées à une concurrence accrue, sans garanties en matière de réciprocité des normes et d'équité des conditions de production. De plus, et à titre d'exemple, le secteur ovin est déjà soumis à un impressionnant « cumul » d'importations dont l'impact n'est pas mesuré !

Pour Jeunes Agriculteurs et la FNSEA, la Commission européenne persiste et reproduit les mêmes erreurs stratégiques que par le passé. Après le Mercosur, la Nouvelle-Zélande, c'est désormais l'accord commercial avec l'Australie qui s'inscrit dans cette logique décroissante de l'agriculture européenne. À l'heure où nos filières « décrochent » et où, dans le même temps, les importations progressent de manière continue, il n'est pas acceptable de sacrifier les productions agricoles en France et en Europe.

Une nouvelle fois, les agriculteurs français et européens se retrouvent mis en concurrence avec des productions issues de méthodes interdites sur notre territoire. Une nouvelle fois, un accord asymétrique ferait peser une pression accrue sur les filières bovine, ovine, sucrière et rizicole. Une nouvelle fois, les agriculteurs européens seraient les grands perdants de ces choix politiques. La France, par l'intermédiaire du Président de la République, Emmanuel Macron, doit impérativement soutenir et protéger ses filières sensibles.

Contacts Presse

Antoine Giacomazzo / 07 78 11 69 86 / antoine.giacomazzo@reseaufnsea.fr

Etienne Leray / 07 86 22 90 67 / eleray@jeunes-agriculteurs.fr